

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

CABINET

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

ARRETE N° 2010 - 445 /MEF/CAB portant
modalités d'immatriculation des marchés publics

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

- VU La Constitution ;
- VU Le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du premier Ministre ;
- VU Le décret n°2010-105/PRES/PM du 12 mars 2010 portant remaniement du gouvernement ;
- VU Le décret n°2007-424/PRES/PM/SGGCM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU La loi n° 006-2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
- VU Le décret n° 2003-567/PRES du 29 octobre 2003 portant promulgation de la loi n°006-2003 du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
- VU Le décret n° 2005-255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
- VU Le décret n° 2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime juridique applicable aux comptables publics ;
- VU Le décret n° 2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs des crédits de l'Etat et des autres organismes publics ;
- VU Le décret n° 2005-258/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics ;



- VU** Le décret n° 2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public ;
- VU** Le décret n° 2007-243/PRES/PM/MFB du 09 mai 2007 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics ;
- VU** Le décret n° 2009-849/PRES/PM/MEF du 24 décembre 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics ;
- SUR** Proposition de l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP).

A R R E T E

ARTICLE 1 : Les dispositions du présent arrêté fixent les modalités pratiques d'immatriculation des marchés publics.

ARTICLE 2 : Les marchés publics sont immatriculés par les administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics selon un code d'immatriculation.

ARTICLE 3 : Aux termes du présent arrêté, le code d'immatriculation permet d'identifier les éléments suivants, conformément aux annexes I et II ci-joint :

- l'entité contractante ;
- la nature du contrat ;
- la source de financement ;
- le mode de passation ;
- l'année correspondant à la gestion budgétaire concernée ;
- le numéro chronologique.

ARTICLE 4:

Le secrétaire général du ministère de l'économie et des finances est chargé de l'application du présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment l'arrêté n°2008-151/MEF/CAB du 13 juin 2008 portant modalités d'immatriculation des bons de commande, des lettres de commande et des marchés publics, et sera publié au Journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 31 /12/ 2010 /



Ampliation :

- PM/CAB : 01
- MEF/CAB : 01
- MDCB/CAB : 01
- MEF/SG : 01
- DGMP : 01
- DGCF : 01
- DGTCF : 01
- DGB : 01
- DSI : 01
- DAF : 01
- SP/PPF : 01
- Dossier : 02
- Chrono : 01
- J.O : 01
- IGF : 01

CODE D'IMMATRICULATION DES MARCHES PUBLICS

ANNEXE I

Cette immatriculation est de forme numérique et se présente comme suit :

colonne 1	<p>Numéro de la section du ministère concerné : deux (02) chiffres</p> <p>Identification de l'autorité contractante</p> <ul style="list-style-type: none"> • Institution : INS ; • Commune : CO ; • Conseil régional : CR ; • Crédit délégué régional : CDR ; • Crédit provincial délégué ; • Société d'Etat : SE • Autres autorités contractantes : AAC.
colonne 2	<p>code d'identification du niveau de l'entité contractante (centrale ou décentralisée, à l'étranger) : deux (02) chiffres</p> <ul style="list-style-type: none"> - niveau central : 00 ; - niveau régional : code d'identification de la région administrative concernée ; - étranger : 99.
colonne 3	<p>code identifiant la nature du contrat : deux (02) chiffres</p> <ul style="list-style-type: none"> - 01 : fournitures et services courants ; - 02 : prestations intellectuelles ; - 03 : travaux de bâtiments ; - 04 : travaux routiers ; - 05 : travaux de barrages ; - 06 : aménagements hydro agricoles ; - 07 : canalisation d'eau potable ; - 08 : stations de pompage, d'irrigation ; - 09 : travaux de forages et de puits ; - 10 : autres travaux publics.
colonne 4	<p>identifiants des modes de passation deux (02) chiffres</p> <ul style="list-style-type: none"> - 01 : appels d'offres ouverts ; - 02 : appels d'offres restreints, demandes de prix ou demandes de cotation ; - 03 : demande de propositions ; - 04 : gré à gré.

colonne 5	code d'identification de la source de financement deux (02) chiffres - budget national : 00 ; - financement extérieur : code bailleur correspondant au numéro d'ordre attribué à chaque bailleur intervenant dans le pays.
colonne 6	Année en cours quatre (04) chiffres
colonne 7	numéro chronologique : cinq (05) chiffres